

Notice pdf - Chine, miracle ou mirage vert (La)

Titre(s): Chine, miracle ou mirage vert? (La) [[périodique]]

Ensemble : Alternatives économiques 464

Editeur, producteur : 01/11/25

Description matérielle : pp.46-49

ISSN : 0247-3739

Note sur la description matérielle : 4

Résumé ou extrait : En 2014, la Chine a déclaré la " guerre à la pollution " après des années de croissance économique à deux chiffres (14 % en 2007), qui ont sorti des millions de personnes de la pauvreté mais aggravé la crise écologique, notamment avec une forte pollution de l'air dans le nord et la ceinture charbonnière à l'est. La Chine, premier émetteur mondial de CO depuis 2004, a longtemps justifié sa pollution par le fait que son empreinte carbone par habitant restait, en 2023, deux fois moindre que celle d'un Américain, bien qu'elle se rapproche de celle des Européens. Le pays s'est engagé à atteindre son pic d'émissions avant 2030 et la neutralité carbone d'ici 2060. Le plan " Made in China 2025 ", lancé il y a dix ans, vise à faire des technologies vertes (éoliennes, panneaux solaires, batteries, voitures électriques) le moteur de l'économie. La Chine prévoit d'investir 750 milliards d'euros d'ici 2030 pour adapter ses réseaux électriques à la montée en puissance des renouvelables. En 2023, un tiers de la consommation finale d'énergie en Chine est électrique, contre un quart aux États-Unis et en Europe. En 2024, un tiers de l'électricité produite en Chine provient de sources renouvelables, soit deux fois plus qu'au début du siècle. Le pays a atteint, avec six ans d'avance, son objectif de 1 200 gigawatts de capacités renouvelables installées pour 2030. Cependant, des problèmes d'adaptation du système électrique à l'intermittence des renouvelables et des incitations mal conçues freinent leur intégration au réseau. En 2025, 6 % de la production renouvelable a été gaspillée, contre 3 à 4 % les années précédentes. Malgré les investissements prévus, le charbon fournit encore 60 % de l'électricité du pays selon l'Agence internationale de l'énergie, et les démarrages de construction de centrales à charbon ont dépassé en 2024 le précédent record de 2015. Les provinces minières, comme le Shanxi, continuent de protéger les entreprises publiques du secteur charbonnier, ce qui freine la transition. En septembre, la Chine a annoncé viser pour la première fois une réduction absolue des émissions de CO, entre -7 % et -10 % d'ici 2035, alors qu'elle se contentait auparavant d'objectifs d'intensité carbone. Des secteurs très émetteurs comme l'acier ou le ciment ont été intégrés au marché carbone lancé en 2021, mais d'autres, comme la chimie, continuent d'utiliser massivement le charbon. Parmi les angles morts de la transition chinoise figure la construction d'un mégabarrage sur le fleuve Yarlung Tsangpo, validée en juillet 2025, qui produira trois fois plus d'électricité que le barrage des Trois-Gorges, actuellement la plus grande centrale hydroélectrique du monde. Ce projet menace de déplacer 1,2 million de personnes et de perturber les écosystèmes en aval, notamment en Inde. Pour garantir sa sécurité alimentaire, la Chine tolère des pratiques prédatrices de ses entreprises, responsables de 400 000 hectares de déforestation par an pour l'huile de palme, le bois, le boeuf et le soja. Sa flotte de pêche est également accusée de surpêche en Afrique de l'Ouest, en Amérique

latine et dans le Pacifique. Pour ses besoins en bauxite, la Chine exploite des mines au Vietnam, au risque d'une dégradation environnementale et d'une aggravation de la vulnérabilité climatique de ce pays. En réponse aux critiques sur ses " nouvelles routes de la soie ", la Chine a promis de privilégier les projets d'énergie verte à l'étranger. Entre 2022 et 2023, 68 % des projets énergétiques chinois financés à l'étranger étaient solaires ou éoliens, contre 13 % avant 2021. Cependant, ces nouveaux projets ne compensent pas l'ampleur des investissements passés dans les énergies fossiles, et les prêts des banques chinoises restent majoritairement orientés vers les entreprises publiques du secteur fossile. L'Afrique, par exemple, n'a reçu que 4 % des investissements chinois dans les renouvelables en 2023, mais bénéficie d'importants capitaux pour ses mines. Les exportations de technologies vertes chinoises permettraient d'éviter environ 220 millions de tonnes de CO par an, soit près de 1 % des émissions mondiales. En incluant les projets des groupes chinois à l'étranger, ce volume atteindrait l'équivalent des émissions annuelles de l'Australie. Toutefois, la Chine exporte aussi son modèle de développement durable autoritaire, où l'État central impose ses objectifs, parfois au détriment des populations locales, comme en Ouzbékistan où des terres agricoles ont été confisquées pour des projets chinois. Le retrait des États-Unis des discussions internationales sur le climat et la rapidité de la Chine dans les secteurs liés à la transition écologique laissent à Pékin une position dominante dans les discussions environnementales mondiales. Ce modèle autoritaire, s'il se diffuse, pourrait renforcer le centralisme et l'intrusion de l'État dans la société, rendant les régimes concernés plus redoutables.

Sujet - Nom commun : Énergies renouvelables -- Chine
Politique de l'environnement -- Chine